

GUERRE EN IRAN

7 mai 2026

Fin de l'opération Epic Fury : ce nouveau Moyen-Orient qui émerge avec ou sans vainqueur militaire évident


« L'opération Epic Fury est terminée », a déclaré mercredi le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, même si les combats peuvent reprendre à tout moment contre l'Iran, selon Donald Trump. En attendant, le conflit a entraîné l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient.

 Michel Fayad ↗ et Guillaume Lagane ↗

15 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 22:45min

- **L'opération « Epic Fury » ressemble à une pause conditionnelle** : Trump privilégie un accord avec l'Iran, sinon les combats pourraient reprendre.
- **Riyad mise sur l'apaisement**, la diversification énergétique et une moindre dépendance aux États-Unis et à Ormuz.
- **Les Émirats arabes unis renforcent leur alliance sécuritaire avec Israël**, au risque d'un isolement régional et d'une escalade avec l'Iran.
- **La Chine reste un acteur ambigu** : Pékin est dépendant des pays du Golfe sur le plan énergétique mais est proche de Téhéran. La Chine a les intérêts d'un médiateur sans en avoir la posture.

Atlantico : Marc Rubio a affirmé que « l'opération Epic Fury est terminée » et que « nos objectifs ont été atteints ». Selon vous, cette annonce marque-t-elle vraiment la fin des hostilités, ou s'agit-il d'une pause stratégique ?

Michel Fayad : C'est un peu trompeur, parce que Trump ne dit pas qu'il ne veut plus se battre. Il dit juste que soit les Iraniens vont accepter, et là c'est

fini, et c'est ce qu'il souhaite bien sûr. Il y a les Jeux olympiques bientôt, et il y a bientôt la fête nationale américaine. Sinon, si les Iraniens n'acceptent pas le deal, dans ce cas-là, la guerre recommence. Trump n'aime pas la guerre, il n'aime pas faire la guerre. Il a été clair, soit les Iraniens acceptent, soit les Iraniens refusent. Mais en réalité, ce qu'ils jouent derrière la scène, c'est la rivalité d'un côté entre Israéliens et Émiratis, et de l'autre côté, Saoudiens et Pakistanais, parce que Saoudiens et Pakistanais ne veulent plus de la guerre, et ils ont choisi l'apaisement, la diplomatie. Les Iraniens et les Houthis se sont entendus avec les Saoudiens, et de l'autre côté, les Émiratis israéliens veulent en finir une fois pour toutes.

À lire aussi

Trump menace de sortir de l'OTAN : l'Europe entre punition (largement) méritée... et opportunité historique

Stéphane Audrand

L'Arabie saoudite semble avoir anticipé les crises en sécurisant des routes alternatives au détroit d'Ormuz. Est-ce le signe d'une nouvelle doctrine saoudienne ? Comment analyser le récent accord avec les Houthis du Yémen ? Est-ce une victoire diplomatique durable ?

Michel Fayad : Ce qui se passe en Arabie saoudite n'est pas un simple ajustement tactique : c'est une révolution stratégique silencieuse. Riyad a tiré une leçon brutale des années 2010 – la dépendance au parapluie américain est une illusion, et s'arc-bouter sur un seul point de passage énergétique, le détroit d'Ormuz, revient à remettre les clés de son économie à l'Iran. La nouvelle doctrine saoudienne repose sur une logique d'autonomie : diversifier les routes, désescalader les conflits, et construire une influence régionale qui ne soit redevable d'aucune puissance extérieure.

L'accord avec les Houthis s'inscrit parfaitement dans cette logique. Après sept ans d'un conflit yéménite qui a coûté des centaines de milliards de riyals sans produire aucun résultat décisif, Riyad a choisi de sortir du piège. Ce n'est pas une victoire diplomatique au sens classique – c'est un cessez-le-feu de convenance, fragile par nature, car les Houthis restent sous tutelle iranienne. Mais c'est précisément ce que Riyad voulait : neutraliser la menace immédiate sur son territoire et ses infrastructures, sans s'engager dans une normalisation illusoire. L'Arabie saoudite a appris à gérer les ambiguïtés là où d'autres cherchent des solutions définitives.

À lire aussi

Sébastien Lecornu annonce 8,5 milliards d'euros supplémentaires investis dans des commandes de munitions d'ici 2030

Kimberley Bort

Guillaume Lagane : La politique saoudienne a été menée par le prince héritier Mohammed ben Salmane. On se rappelle qu'à son arrivée au pouvoir, il a engagé l'Arabie saoudite dans une politique de force, notamment au Yémen, qui, au total, n'a pas réussi.

À partir de 2021, il a donc choisi, plutôt que la confrontation avec l'Iran, une forme de compromis avec Téhéran. Ce choix s'explique à la fois par ses échecs au Yémen, mais également par l'impression qu'il avait pu avoir d'un manque de solidarité des États-Unis après les frappes sur les champs pétrolifères saoudiens, venues d'Iran sans être revendiquées comme telles.

La priorité de MBS, avec sa Vision 2030, a été le développement économique de l'Arabie saoudite, la diversification de son économie, une forme d'ouverture sociale et politique. Pour mener à bien ce grand projet, il lui fallait un apaisement avec la puissance iranienne et ses affiliés houthistes. C'est là, je dirais, le cadre général.

À lire aussi

Sabotage anti-industrie de l'armement dans le Cher : la sous direction anti-terroriste réagit enfin

Olivier Vial

Je pense que l'on est paradoxalement toujours dans cette position vue de MBS. Elle contraste avec la politique des Émirats arabes unis, qui ont choisi en 2020 de s'engager dans les accords d'Abraham avec Israël, qui sont en rivalité avec l'Arabie saoudite, notamment au Yémen mais également en Afrique, et qui ont voulu, de ce point de vue, secouer quelque peu le joug de Riyad.

Je dirais donc qu'aujourd'hui, la différence de traitement entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'explique par ces choix stratégiques divergents : d'un côté, une tentative de conciliation avec l'Iran ; de l'autre, une politique de fermeté et de proximité avec Israël.

Il y a eu une sorte de compromis avec les Houthis, mais à ma connaissance, il n'y a pas eu d'accord formel, car, s'agissant du Yémen, l'Arabie saoudite reconnaît un gouvernement officiel qui est l'ennemi des Houthis. Je ne suis pas certain qu'il existe des relations directes entre Riyad et la partie du Yémen aux mains des Houthis.

À lire aussi

Mais pourquoi Loukachenko a-t-il donné l'ordre à l'armée biélorusse de se préparer à entrer en guerre ?

Viatcheslav Avioutskaa

Les Saoudiens ont levé le pied sur l'offensive contre les Houthis, et en échange, ceux-ci n'ont pas frappé le territoire saoudien. Cela comprend les installations pétrolières, mais aussi le littoral de la mer Rouge, qui fait partie des projets de développement économique de l'Arabie saoudite.

La Syrie a fermement condamné le régime iranien pour ses [attaques](#) répétées contre les Émirats arabes unis. Quel est son rôle dans ce nouveau Moyen-Orient ?

Michel Fayad : La Syrie joue dans ce nouveau Moyen-Orient un rôle de révélateur. En condamnant les attaques iraniennes contre les Émirats, le nouveau gouvernement syrien post-Assad envoie un signal clair : Damas veut tourner la page de la tutelle de Téhéran et réintégrer le monde arabe. Ce n'est pas encore un basculement géopolitique – la Syrie est trop dépendante économiquement pour se payer le luxe d'une rupture franche avec l'Iran – mais c'est la confirmation que l'influence iranienne dans la région se rétracte. Et c'est, en creux, la première mesure de cette défaite iranienne dont on parle : Téhéran perd ses alliés un à un, non pas sous la contrainte militaire, mais par désaffection.

À lire aussi

"Ausweis, bitte" : pour sortir de leur pays, les Allemands demanderont désormais la permission

Hugues Serraf

Guillaume Lagane : La situation en Syrie a profondément évolué l'an dernier avec la chute de Bachar el-Assad. Jusqu'alors, le territoire contrôlé par le régime Assad faisait partie de l'axe chiite contrôlé par l'Iran, et permettait notamment aux Iraniens d'alimenter le Hezbollah au Liban.

La chute d'Assad a porté au pouvoir Ahmed al-Sharaa, qui a très largement rompu cette proximité, cette alliance avec l'Iran. Il a maintenu un lien, une forme de modus vivendi avec les Russes, en tolérant notamment le maintien de bases militaires russes sur le sol syrien. Mais sur le plan régional, c'est désormais un pouvoir extrêmement proche de la Turquie. Ahmed al-Sharaa avait été protégé par les Turcs durant les années où ils combattaient le régime syrien dans la poche d'Idlib. C'est également un pouvoir qui reçoit le soutien de l'Arabie saoudite, avec laquelle il partage une même proximité religieuse : ce sont des sunnites radicaux.

M. al-Sharaa s'est rapproché des Occidentaux et des États-Unis. Sa position sur la scène régionale est aujourd'hui celle d'un pays proche des puissances sunnites, ce qui explique sa condamnation des attaques iraniennes sur les pays du Golfe.

À lire aussi

Guerre en Iran : l'unité d'élite déployée par les Etats-Unis pour sauver le pilote américain avait participé à la traque et à l'élimination de Ben Laden

Gabriel Mabilie

Par ailleurs, c'est un régime qui s'efforce de se modérer. Issu à l'origine d'islamistes très radicaux, il cherche à se tempérer pour obtenir la levée des sanctions occidentales, la relance de l'économie et, de manière générale, la stabilisation du pays, qui demeure très divisé.

Dans les mois précédents, le régime syrien a enregistré quelques avancées. Il y a eu notamment un grand accord avec le PYD, c'est-à-dire les Kurdes qui occupaient le nord-est du pays. Cet accord fait suite à une avancée de l'armée syrienne, qui a reconquis ces territoires avec la bénédiction des États-Unis. Ces derniers ont remis, il y a quinze jours, les bases militaires qu'ils occupaient en Syrie au gouvernement syrien.

La question qui se pose aujourd'hui pour la Syrie est de savoir si elle va davantage prendre parti en faveur des puissances sunnites. Certains se demandent, par exemple, si les Syriens ne pourraient pas intervenir au Liban

pour combattre directement le Hezbollah. Cela semble néanmoins peu probable, car la Syrie est très fragile : je ne la vois pas se réengager dans un conflit ouvert.

Le deuxième enjeu concerne les relations avec Israël, qui a élargi la zone qu'il contrôle l'année dernière. Israël soutient par ailleurs une faction druze au sud de la Syrie, qui a rejeté le pouvoir de Damas. La question est donc de savoir si le gouvernement syrien parviendra à trouver un compromis avec les Israéliens.

Ce que l'on peut dire, c'est que l'oléoduc qui se termine à Yanbu n'offre pas les mêmes capacités d'exportation que le trafic maritime transitant par le détroit d'Ormuz. Cet oléoduc reste par ailleurs fragile, car il est à portée de missiles iraniens : il a déjà été visé et pourrait l'être à nouveau. Ce n'est donc pas une solution de substitution pleinement sûre. Quant à l'exportation de pétrole par voie terrestre, par camion, elle représente des volumes très inférieurs à la fois aux oléoducs et aux **transports** par pétrolier.

La sécurisation de l'oléoduc vers Yanbu et les exportations par camion depuis l'Irak montrent une diversification des routes. Dans quelle mesure ces mesures suffisent-elles à compenser une fermeture prolongée d'Ormuz ?

Michel Fayad : Soyons nets : non, elles ne peuvent pas. Le détroit d'Ormuz, c'est entre 17 et 21 millions de barils par jour, soit environ 20 % de l'ensemble du commerce pétrolier mondial. L'oléoduc Est-Ouest saoudien vers Yanbu peut acheminer au maximum 5 millions de barils quotidiens. Les exportations par camion depuis l'Irak vers la Jordanie ou la Turquie se comptent en centaines de milliers de barils. On reste à des années-lumière d'une compensation réelle.

Mais ce serait mal comprendre la stratégie saoudienne que d'y chercher un remplacement total. L'objectif de Riyad n'est pas de rendre Ormuz inutile – c'est de rendre sa propre économie moins dépendante d'un blocage. Il y a une différence fondamentale entre « nous pouvons survivre quelques semaines sans Ormuz » et « Ormuz ne nous concerne plus ». Le premier objectif est atteint ou presque. Le second est utopique. Ce que cette diversification change, concrètement, c'est le rapport de force dans la négociation : l'Arabie saoudite peut désormais résister un peu plus longtemps, ce qui suffit à modifier les calculs iraniens.

L'alliance militaire Émirats-Israël est-elle un coup de poker ou une erreur stratégique ? Pourquoi Riyad y est-il si hostile ? Peut-on parler d'une guerre froide intra-Golfe entre un axe saoudien (diplomatie) et un axe émirati (militaire) ? Quels sont les risques pour la stabilité régionale ?

Guillaume Lagane : Il faut d'abord rappeler que les puissances du Golfe sont familières de ces rivalités incessantes, qui ont un fond à la fois national, familial et même religieux. On se souvient, par exemple, que dans les années 2000, il existait une opposition entre un axe Frères musulmans — allant de la Turquie au Qatar — et un axe anti-Frères musulmans, plus conservateur, qui réunissait les autres puissances du Golfe. Cela s'est notamment manifesté après 2011, à la suite des printemps arabes, et s'est traduit par exemple par le blocus qu'a subi le Qatar pendant plusieurs années, entre 2017 et 2021.

Aujourd'hui, il semble qu'une scission se soit formée entre des puissances déterminées à pratiquer une politique de fermeté vis-à-vis de l'Iran — celles qui ont rejoint les accords d'Abraham, à savoir les Émirats arabes unis et le Bahreïn — et un axe plus porté vers la modération, où l'on retrouve, de manière assez surprenante, le Qatar et l'Arabie saoudite, pourtant rivaux comme je le soulignais.

Il ne s'agit pas de nier les tensions qui existent entre ces États. Je rappelle par exemple qu'à la fin de 2025, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis se sont affrontés de manière indirecte au Yémen, où les Émirats soutenaient les sécessionnistes du Sud, qui ont dû se replier face aux pressions des factions soutenues par Riyad. Sans nier ces tensions, je pense néanmoins que tous ces États conservent un lien très fort avec Washington. De ce point de vue, il s'agit plutôt de cinquante nuances d'hostilité à l'Iran : une hostilité très affichée de la part des Émirats arabes unis, et une hostilité plus sourde de la part des Saoudiens.

Michel Fayad : Ce qui s'est passé est simple à résumer : dans le prolongement des Accords d'Abraham de 2020, les Émirats ont fait un pari — celui de la puissance technologique israélienne comme bouclier face à l'Iran. Drones, missiles, cyberguerre : Abou Dhabi a vu dans Israël le partenaire militaire que Washington ne voulait pas être directement. Le problème, c'est que ce pari a un coût politique considérable.

Cette alliance est perçue dans l'ensemble du monde arabe comme une trahison. Elle isole les Émirats dans les forums régionaux, complique leurs investissements en Afrique du Nord et au Levant, et surtout, elle les désigne comme cible prioritaire aux yeux de l'Iran et de ses proxies. Les Émirats ont

gagné un partenaire militaire de premier rang, mais ils ont perdu la profondeur stratégique que donne l'ancrage régional.

L'Arabie saoudite, elle, refuse délibérément ce modèle. Riyad a compris que dans un environnement aussi volatile, s'aligner trop ostensiblement sur Israël revient à prendre parti dans une guerre que l'on n'a pas choisie. On peut effectivement parler d'une guerre froide intra-Golfe entre deux visions : une diplomatie de résilience d'un côté, un pari sécuritaire extérieur de l'autre. Le risque majeur pour la stabilité régionale, c'est qu'en cas d'escalade entre l'Iran et Israël, les Émirats se retrouvent en première ligne d'un conflit que personne d'autre dans la région ne voudra assumer.

Il faut d'ailleurs lire la stratégie saoudienne avec une forme de patience machiavélique : Riyad n'a pas besoin de convaincre les Émirats de changer de cap. Il lui suffit d'attendre qu'ils épuisent leurs options. Plus Abou Dhabi s'enlise dans une alliance coûteuse politiquement et potentiellement dangereuse militairement, plus le retour dans le giron régional saoudien s'imposera de lui-même – et à des conditions dictées par Riyad.

Les États-Unis appellent la Chine à s'impliquer dans une opération pour rouvrir le détroit d'Ormuz. La Chine peut-elle vraiment jouer un rôle de médiateur, ou est-elle piégée entre ses intérêts économiques et son alignement sur l'Iran ? Les États-Unis soutiennent les Émirats mais dépendent aussi de l'Arabie saoudite. Comment Washington gère-t-il ce double jeu ?

Guillaume Lagane : La Chine joue désormais un rôle important au Moyen-Orient sur le plan économique, à travers ses investissements et ses achats, étant la première acheteuse mondiale d'énergie, notamment auprès des pays de la région. Elle a tenté de traduire cette influence économique en influence politique. On se rappelle, par exemple, qu'un contingent chinois a été déployé au sein de la FINUL, au Sud-Liban, et qu'en 2021, c'est à Pékin que l'Iran et l'Arabie saoudite avaient décidé de mettre fin à leur brouille.

J'observe néanmoins jusqu'ici plutôt une forme de discrétion de Pékin, prise entre ses propres contradictions. La Chine est certes un soutien économique, politique et probablement militaire de l'Iran. Mais elle ne veut pas non plus se brouiller complètement avec les puissances du Golfe, à qui elle achète du pétrole, et elle est effectivement gênée par le blocage du détroit d'Ormuz.

Cette implication reste aujourd'hui assez mesurée. Depuis le début de la crise, la Chine a d'ailleurs veillé à calibrer sa communication diplomatique

en condamnant les États-Unis, tout en maintenant la visite du président Trump, prévue à Pékin.

Sur le fond, il est clair que la Chine joue néanmoins en faveur de l'Iran. Cela se voit, par exemple, dans sa position au Conseil de sécurité : lorsque le Bahreïn a proposé une résolution demandant la réouverture du détroit d'Ormuz par la force, la Chine a exprimé son opposition et utilisé son droit de veto.

Michel Fayad : La demande américaine d'une implication chinoise pour rouvrir Ormuz est moins une offre de coopération qu'un piège diplomatique bien construit. Pékin importe plus de 40 % de son pétrole depuis le Golfe : un blocage prolongé d'Ormuz serait une catastrophe économique pour la Chine, dont la croissance reste structurellement dépendante des importations énergétiques. Elle a donc objectivement intérêt à la stabilité. Mais elle entretient avec l'Iran une relation stratégique qui lui sert de levier dans sa rivalité avec Washington – et faire pression sur Téhéran pour libérer Ormuz, c'est affaiblir ce levier.

En clair : soit Pékin s'implique réellement et doit contrarier l'Iran, ce qui contredit toute sa posture depuis des années ; soit elle reste en retrait et révèle au grand jour que son discours sur le « droit international » n'est qu'un habillage rhétorique. Les États-Unis ont posé un dilemme dont la Chine ne peut sortir sans coût.

Washington, de son côté, joue une partition tout aussi inconfortable. Soutenir militairement les Émirats consolide la présence américaine dans le Golfe – mais cela irrite l'Arabie saoudite, qui refuse d'être entraînée dans une confrontation qu'elle n'a pas voulue. Or Riyad est indispensable : c'est elle qui régule les prix du pétrole via l'OPEP+, elle qui pèse sur la stabilité régionale, elle dont le pivot peut faire basculer l'équilibre. Washington est donc condamné à l'ambiguïté stratégique – ce qui est en soi une faiblesse.

Il faut ajouter à ce tableau un troisième acteur souvent sous-estimé : l'Iran lui-même. Téhéran est affaibli – économiquement exsangue, contesté en interne, abandonné par plusieurs de ses alliés régionaux – mais il reste dangereux précisément parce qu'un régime acculé peut prendre des risques qu'un régime stable ne prendrait jamais. C'est pourquoi l'Iran négocie discrètement avec Riyad pour éviter une guerre ouverte qu'il n'est plus certain de pouvoir absorber. Cette double posture – menaçant en façade, demandeur en coulisses – est peut-être la définition la plus précise de la défaite iranienne dont nous parlons.

Dans quelle mesure les frappes iraniennes contre les Émirats ont-elles modifié la position des pays du Golfe vis-à-vis de Téhéran, et ces appels à une action américaine plus ferme marquent-ils un tournant dans leur stratégie régionale ?

Guillaume Lagane : Il est clair que ce à quoi nous assistons aujourd'hui est sans précédent. Les Émirats arabes unis et l'Iran s'opposent en réalité depuis encore plus longtemps que le régime islamique. Dès les années 1970, il existait des contentieux territoriaux sur les îles Abu Moussa et Tomb, occupées par l'Iran et revendiquées par les Émirats arabes unis.

Cette hostilité a été ravivée dans la période récente : les Émirats arabes unis sont l'un des pays les plus engagés dans la lutte contre l'islamisme à la mode des Frères musulmans, tandis que le régime de Téhéran est idéologiquement très proche de ce mouvement islamiste.

La nouveauté aujourd'hui, c'est que les Émirats arabes unis ont été le pays le plus touché — davantage même qu'Israël — par les frappes iraniennes. Et si l'on en croit les sources ouvertes, les Émiratis ont répliqué à plusieurs reprises contre le territoire iranien. On se trouve donc dans un état de guerre de facto entre les deux États, qui n'est pas une guerre totale, mais qui constitue néanmoins une situation de très vive hostilité.

Cela modifie à mon sens l'équilibre régional, en renforçant le partenariat entre les Émirats arabes unis, les Américains et les Israéliens. Pour la première fois de l'histoire, les Israéliens ont déployé des moyens militaires aux Émirats arabes unis pour aider le pays à résister aux tirs iraniens. Aujourd'hui, ce sont probablement les Émiratis qui sont les plus déterminés à tenter de faire chuter le régime iranien.

Vers quel scénario se dirige le Moyen-Orient : une stabilisation par la diplomatie (modèle saoudien) ou une militarisation accrue (modèle émirati) ? Si les Émirats s'isolent davantage, pourraient-ils finir par se rapprocher de l'Arabie saoudite par nécessité ?

Guillaume Lagane : Je pense qu'il y a autant de chances pour l'une que pour l'autre issue. Si un accord est conclu, comme M. Trump l'a indiqué hier soir, prévoyant l'exfiltration des capacités nucléaires iraniennes — c'est-à-dire de l'uranium enrichi —, on peut envisager un retour à une forme de stabilité.

En revanche, en l'absence d'accord, je pense que de nombreux acteurs seraient favorables à une reprise des combats. On a évoqué les Émirats, mais

je pense également à Israël, et bien sûr au régime iranien, qui souhaitera continuer de bloquer le détroit d'Ormuz tant que le contre-blocus américain sera en place.

Michel Fayad : Le scénario le plus probable à court terme n'est ni la paix ni la guerre : c'est une instabilité structurelle gérée au jour le jour. L'Iran est trop affaibli économiquement – les sanctions, l'inflation, la désaffection populaire – pour chercher une confrontation frontale qu'il n'est pas sûr de survivre. L'Arabie saoudite est trop prudente pour provoquer ce qu'elle cherche précisément à éviter. Et les États-Unis sont trop épuisés politiquement pour gérer une nouvelle guerre au Moyen-Orient.

Mais le risque d'escalade existe, et il viendra d'une **erreur** de calcul – une frappe israélo-émiratienne sur des infrastructures iraniennes qui déclencherait une riposte en chaîne. Dans ce scénario, la diplomatie saoudienne deviendrait instantanément caduque, et l'ensemble de la région basculerait dans une logique de blocs que Riyad s'évertue depuis des années à éviter.

Quant aux Émirats : leur isolement croissant finira par les forcer à revoir leur stratégie. Un rapprochement avec l'Arabie saoudite est probable, non par conviction mais par nécessité – quand on manque d'alliés régionaux et que la menace iranienne persiste, on revient au seul voisin capable de vous offrir une profondeur stratégique. Mais Riyad n'accordera pas cette réintégration gratuitement : elle demandera vraisemblablement une mise à distance d'Israël et une posture plus neutre vis-à-vis de Téhéran. C'est, au fond, la grande victoire silencieuse de la stratégie saoudienne – et la confirmation la plus éloquente de la défaite iranienne : Téhéran voulait fragmenter le Golfe ; c'est Riyad qui en redessine l'architecture.

Dans tous ces scénarios, la Chine reste la variable la plus incertaine. Si Pékin choisissait de s'engager réellement comme médiateur – en faisant pression sur Téhéran et en garantissant la liberté de navigation à Ormuz – elle pourrait peser de façon décisive sur l'issue régionale. Mais son manque de crédibilité structurel, lié à son soutien historique à l'Iran et à son refus de toute pression publique sur Téhéran, bride son influence. La Chine a les intérêts d'un médiateur sans en avoir encore la posture.

MOTS-CLES

Guerre en Iran , moyen orient , Détroit d'Ormuz , Liban , Israël , Hezbollah , Syrie , houthis , France , Charles de Gaulle , États-Unis , Iran , régime iranien , diplomatie , paix , Marco Rubio , Donald Trump , epic fury

THEMATIQUES

Défense